

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Kampuchéa

JEUDI 20 AVRIL
20 h 30 SALLE B DE LA MUTUALITÉ
MEETING

Commemorant le 3e anniversaire de la libération de Phnom Penh
A l'appel de l'Humanité rouge, du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), soutenu par La Fédération des Unions populaires de Turquie en Europe, avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France.

- Au programme :
- Intervention
 - Présentation d'un grand film inédit en couleur (1977) : « Kampuchéa démocratique ».

Tracts et affiches d'appel sont disponibles immédiatement.

Norodom Sihanouk a adressé lundi, un message de félicitations au Parti communiste du Kampuchéa (PCK), aux habitants et aux troupes révolutionnaires du Cambodge démocratique qui fête son troisième anniversaire.

S'exprimant en son nom et au nom de toute sa famille, le Prince Sihanouk félicite l'Armée révolutionnaire qui, sous la direction du PCK, « a lutté courageusement contre les agresseurs expansionnistes vietnamiens tout le long de la frontière du Cambodge ».

Le Prince note par ailleurs que « contrairement aux autres pays voisins, le Cambodge a pu en trois ans résoudre le problème alimentaire alors que ces pays sont touchés par la famine malgré les aides des Nations Unies et d'autres organisations étrangères ».

SAÏD SMIHI VICTOIRE CONTRE L'EXPULSION

Lundi vers 16 h, la nouvelle était connue à Gennevilliers : Saïd Smihi pouvait enfin rentrer en France rejoindre sa femme et son fils. Sa femme Latifa qui depuis le 4 avril faisait la grève de la faim pour obtenir son retour.

A 20 h, deux cars remplis d'amis français et immigrés arrivaient à Orly pour accueillir Saïd dans l'enthousiasme. Et le soir, la Bourse du Travail de Gennevilliers qui avait servi de quartier général à cette lutte résonnait des chants qui célébraient cette victoire contre les expulsions.



Voir page 8

Le débat au sein du PCF et le centralisme démocratique

par Jacques Jurquet

Une énorme imposture agite à l'heure actuelle les rangs du Parti communiste français. Sous l'effet de la sévère désillusion engendrée par l'échec de la politique impulsée par Marchais et consorts, certains militants mettent en cause le centralisme démocratique. Ils croient de fort bonne foi qu'il sert de principe d'organisation dans leur parti. Ils identifient ce principe léniniste aux méthodes mises en œuvre par leurs dirigeants. Influencés par les interprétations fallacieuses lancées depuis 1917 contre le léninisme par les dirigeants socialistes et par la bourgeoisie réactionnaire, ces camarades sont convaincus que le centralisme autoritaire et bureaucratique en vigueur dans leur parti est conforme au centralisme démocratique tel qu'il fut pratiqué et théorisé par Lénine.

suite page 3

Congrès de la FSM

Ce que Seguy est obligé de faire

La CGT renonce à fournir le poste de secrétaire général de la FSM. C'est ce que Seguy a annoncé lundi au congrès de Prague. Toutefois la CGT reste adhérente de cette organisation. Seguy qui a fait le honteux voyage à Prague accompagné de la moitié du bureau confédéral verse ainsi dans le « soutien critique » aux soviétiques.

Depuis la création de la FSM, c'est la CGT qui assurait le secrétariat général : Louis Saillant pendant 22 ans remplacé en 1969 par Gensous, les Soviétiques ayant demandé le retrait de Saillant à cause de ses prises de positions sur l'agression en Tchécoslovaquie.

Il y a 10 ans se révélait au grand jour pour tous le visage hideux de Brejnev, depuis, chaque jour qui est passé, n'a fait que mettre en lumière la répression féroce à laquelle sont soumis les travailleurs d'URSS, de Po-

logne, de Tchécoslovaquie... Tout cela dérangeait fort peu Monsieur Seguy, qui continuait sans sourciller de collaborer, notamment au sein de la FSM, avec ceux qui font régner la terreur sur le peuple dans les pays du Pacte de Varsovie.

Aujourd'hui, Seguy prend ses distances, il y est bien obligé sous peine de se discréditer totalement aux yeux des travailleurs. C'est ainsi qu'il a refusé d'applaudir le message de Brejnev au Congrès. Il a aussi déploré certaines

pratiques d'atteinte aux libertés syndicales et aux droits des travailleurs en URSS. Ce qui est peu dire s'agissant des chars qui tirent sur les ouvriers, des internements psychiatriques contre les travailleurs qui revendiquent et des privations de travail à l'encontre des opposants !

La deuxième raison qui a poussé les dirigeants de la CGT à prendre certaines distances tout en maintenant l'affiliation à la FSM, c'est leur isolement dans cette internationale composée à 90 % par les syndicats officiels des pays de l'Est. En effet, la CGIL italienne est déjà beaucoup plus avancée dans le désengagement. Elle n'est plus qu'affiliée.

Désengagement qui a permis à la confédération italienne d'être admise au sein de la très réformiste CES (Confédération européenne des syndicats). La CGT, quant à elle, piétine à la porte de cette CES où elle voudrait bien rejoindre FO et la CFDT. Sans doute Seguy espère-t-il que désormais la porte va s'ouvrir (il y a cinq ans Seguy avait dénoncé « l'opportunisme » de la CGIL qui adhérait à la CES...)

Au total, si le geste de Seguy ne doit pas faire illusion, quant à son attachement aux libertés, il témoigne en tout cas de l'isolement croissant des sociaux impérialistes de Moscou, et ça c'est une bonne chose.

• Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, vendredi soir, à Lisbonne à l'appel de plusieurs organisations de femmes contre la hausse du coût de la vie et la politique économique et sociale du gouvernement de Soares.

Les manifestants, réunis devant le ministère du Commerce, ont scandé des slogans protestant contre la récente augmentation de plus de 20 % de certaines denrées alimentaires.

Cette hausse est venue s'ajouter à celles des services publics (entre 25 et 50 %) et des impôts (environ 15 %).

• URSS

Manifestations

en

Géorgie

Une importante manifestation se serait déroulée, vendredi, à Tbilissi, capitale de la Géorgie soviétique, pour protester contre la suppression du géorgien comme langue nationale dans la nouvelle Constitution.

Plusieurs correspondants occidentaux à Moscou ont reçu des appels téléphoniques anonymes venant de Géorgie, selon lesquels des milliers ou même des dizaines de milliers de personnes auraient défilé pendant plusieurs heures à Tbilissi, vendredi, jour où le Soviet suprême de la République se réunissait pour voter la nouvelle Constitution calquée sur celle de l'URSS.

Dans le nouveau texte fondamental, l'article mentionnant la langue locale (en l'occurrence le géorgien) comme langue nationale de la République, qui figurait dans la Constitution de 1936, a été supprimé.

L'importance de la manifestation aurait amené le Premier secrétaire du Parti communiste de Géorgie, Chevarnadze, à prendre la parole et à promettre aux manifestants qu'ils obtiendraient satisfaction.

En juillet 1977, il avait déjà été hué lors d'un congrès des écrivains, à la suite de la publication d'un décret rendant obligatoire l'usage du russe pour la publication des thèses scientifiques.

En 1975 et 1976, des attentats à la bombe avaient eu lieu contre des bâtiments publics de plusieurs villes de Géorgie, en protestation contre la politique chauvine grand russe des dirigeants du Kremlin.

• Kampuchéa démocratique

Trois ans après, une société socialiste en marche

Interview du camarade Pol Pot (2)

— Q : Au cours de notre bref séjour dans votre beau pays, nous avons eu des preuves que votre révolution coupe radicalement avec le passé. Quel modèle de société êtes-vous en train de construire ?

R : Nous n'avons pas de modèle pour bâtir notre nouvelle société. Le Congrès national spécial qui s'est tenu à la fin du mois d'avril 1975 a bien précisé que le rôle déterminant dans la révolution, dans la guerre de Libération nationale, est tenu par le peuple ouvrier et paysan qui constitue l'écrasante majorité de la population. C'est ce peuple ouvrier et paysan qui a supporté le plus lourd fardeau dans la révolution, aussi c'est ce peuple ouvrier et paysan qui doit bénéficier le plus des acquis de la révolution, à présent comme à l'avenir. Le préambule de notre Constitution a également stipulé ce point. Notre aspiration est de construire une société où règnent pour tous le bonheur, la prospérité, l'égalité, où il n'y a pas de classe exploitée ni de classe exploitée, ni exploités ni exploités, et où tout le monde participe aux travaux de production et à la défense nationale. C'est sur ces bases et dans ce but que nous édifions la nouvelle société. Ainsi, l'édification de la nouvelle société est entreprise conformément aux aspirations de l'ensemble du peuple, et notamment celles du peuple ouvrier et paysan qui constitue la majorité écrasante de la population.

Si le peuple estime que la voie suivie pour l'édification de cette société est bonne, il poursuit dans cette voie. Si au contraire, il n'en est pas satisfait, il en décidera autrement. Il appartient au peuple de décider. Selon nos expériences, nous nous appuyons totalement sur notre peuple, dans la révolution comme nous l'avons fait dans la guerre de Libération nationale.

— Q : D'après ce que nous avons vu dans cette phase de votre révolution, vous avez mis toutes vos forces nationales pour développer l'agriculture. Auriez-vous l'intention de développer aussi l'industrie et comment comptez-vous créer la base technique, c'est-à-dire comment allez-vous former les cadres nécessaires pour cette orientation, car pour le moment, à notre connaissance, vous n'avez ni universités ni écoles techniques ?

R : Nous avons des objectifs et des plans pour développer rapidement l'industrie. En nous basant sur l'agriculture, nous nous efforçons de développer l'industrie, l'artisanat et les autres secteurs. Aussi, c'est une orientation sur laquelle nous portons beaucoup d'attention. Mais pour édifier l'industrie, où trouver des capitaux ? Nous nous appuyons pour cela sur l'agriculture. Par exemple, nous avons établi des relations commerciales avec les ca-

marades yougoslaves. Nous exportons des produits agricoles et nous importons des produits industriels, à la fois pour les besoins de l'agriculture et pour ceux de l'industrie. Parallèlement à cela, nous avons une politique pour former rapidement de nombreux techniciens nationaux.

Si nous parlons de facultés, d'enseignement supérieur et secondaire comme auparavant, ils peuvent vous paraître inexistants, mais nous formons des techniciens à partir de la base. Dans les coopératives, il y a plusieurs ateliers spécialisés où les études sont étroitement liées au travail de production. Il en est de même dans les usines, à Phnom Penh comme dans les provinces (...). Nous formons nos techniciens à partir de la base et nous élevons leur niveau technique au fur et à mesure. Ils participent aux travaux de production, et ils acquièrent des expériences concrètes, positives et négatives, qui les font progresser.

Avant la Libération, certains parmi vous sont déjà venus plusieurs fois au Kam-



Des débris d'avions US sont transformés en objets à usage courant.

puchéa. A ce moment-là, il y avait très peu de techniciens nationaux. Il y avait beaucoup plus de techniciens étrangers. Maintenant, nous attachons une grande importance à la formation de techniciens nationaux. (...)

Nous portons beaucoup d'attention à ce problème de développement industriel et à la formation de techniciens nationaux. Nous élèverons le niveau de nos techniciens nationaux par

nos propres moyens. Nous estimons pouvoir le faire à un certain degré. En alliant étroitement les études à la pratique concrète, ils acquièrent progressivement des expériences. Ensuite, ils iront en stage dans des pays amis où ils étudieront et accroîtront leurs connaissances scientifiques et techniques. Ce sont là les principes sur lesquels nous nous basons. Mais nous n'enverrons nos stagiaires que dans des pays amis.

Visite du président somalien en Chine

L'URSS réagit

Vendredi après-midi, le président Siad Barre de Somalie est arrivé à Pékin pour une visite officielle. Il fut accueilli à l'aéroport par Houa Kouo-feng et par d'autres dirigeants chinois.

Vendredi soir, au cours du banquet offert par le gouvernement chinois, le Vice-Premier ministre, Li Hsien-nien, puis Siad Barre sont intervenus dénonçant le rôle des superpuissances, notamment en Afrique. Les diplomates soviétiques, ainsi que ceux des pays satellites tels que Cuba, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Mongolie intérieure n'ont pas terminé leur repas, préférant ne pas entendre ces déclarations.

Li Hsien-nien a dénoncé les « troupes de mercenaires d'une superpuissance en Angola et dans la corne de l'Afrique » et a accusé l'autre superpuissance de « s'obstiner à épauler les régimes racistes de Vorster et de

Smith ». Enfin, il a assuré le soutien de la Chine à la Somalie dans sa lutte contre l'hégémonie.

Siad Barre a, quant à lui, accusé l'URSS d'agression contre son peuple d'« une interférence impudente » au nom des principes du socialisme « dont ce pays se veut le champion ». Pour la Somalie, le retrait des troupes soviétiques et cubaines, « dont la présence constitue le plus grand facteur d'instabilité dans cette région », est fondamental.

Toutes ces déclarations ne sont pas évidemment faites pour plaire à l'URSS qui essaie toujours de se faire passer pour le défenseur des peuples en lutte. Pour cela, elle entreprend

toute une campagne à l'encontre de la Chine afin de la faire apparaître comme un pays expansionniste et autres salades du même genre. La Chine est accusée par l'agence soviétique « Tass » de vendredi de mener une politique de « prétentions territoriales, voire d'annexion ». Suivent des informations du même gabarit.

Quelle tâche difficile pour l'URSS ! En effet, ce n'est pas évident de taxer un pays de l'étiquette expansionniste, quand ce dernier ne possède pas un seul soldat en dehors de ses frontières. C'est le bourreau qui accuse une victime d'être bourreau : s'il fallait énoncer tous les pays où l'URSS a une présence militaire, la page n'y suffirait pas : Angola, corne de l'Afrique, mais aussi Europe de l'Est, etc.

Des déclarations, même les plus hargneuses, ne suffisent pas à effacer les faits.

Grève en Algérie

La SNERI est une société de construction algérienne qui a notamment un gros chantier à Bejaïa (ex-Bougie) pour la construction de 1 600 logements. Elle emploie pour cela 1 700 ouvriers. Ce chantier fait partie d'une chaîne de vingt-cinq autres répartis sur tout le territoire algérien. Ils seraient la propriété privée d'un membre du gouvernement.

Le 13 février 1978, jour de paye est aussi un jour de colère. Tous les ouvriers décident la grève. Ils dénon-

cent : — Le fait que l'augmentation de salaires décidée l'été dernier par le gouvernement n'ait toujours pas été appliquée.

— L'absence de participation aux bénéfices et le non-paiement de plusieurs primes obligatoires.

Le 22 février, la direction réplique par une note ordonnant la fermeture du chantier et le licenciement de tous les travailleurs.

Par la suite, elle doit faire machine arrière en acceptant de ne pas licencier les ouvriers. Mais elle exige par contre que tout le personnel soit réembauché avec un nouveau contrat, ce qui revient à une perte d'ancienneté pour tous les ouvriers.

Début avril, un grand nombre d'entre eux n'avaient toujours pas accepté de reprendre le travail dans ces conditions.

Le débat au sein du PCF et le centralisme démocratique

par Jacques Jurquet
directeur politique de notre journal

(suite de la page 1)

Or, il y a longtemps que le caractère prolétarien de ce principe léniniste a été révisé et abandonné par les dirigeants du Parti communiste français, simultanément à la révision et à l'abandon de la ligne et des principes politiques marxistes-léninistes fondamentaux comme la dictature du prolétariat.

Le principe du centralisme démocratique est né d'une longue période de lutte entre deux lignes opposées au sein de la Deuxième Internationale, et plus concrètement au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (1).

Une lutte de ligne intense dans la 2ème Internationale

Dès 1902, Lénine aborda l'élaboration théorique des principes du parti ouvrier fondé sur le marxisme. Il engagea une lutte acharnée contre les groupes, les tendances, les fractions, les économistes, les spontanéistes et autres opportunistes qui exigeaient et pratiquaient tous « la liberté de critique » à l'intérieur et de l'extérieur du parti, en revendiquant la démocratie au sens formel de la bourgeoisie. Il suffit de relire « Que faire ? » pour comprendre que commençait alors un long processus de lutte, qui passa ensuite par le 2e congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Dans la thèse qu'il fit alors triompher, Lénine insista explicitement sur le fait que « chaque membre du parti est responsable de tout le parti, et que le parti est responsable de chacun de ses membres ». Pour défendre les acquis de ce congrès, Lénine rédigea « Un pas en avant, deux pas en arrière » (mai 1904), texte dans lequel il exposa les principes d'organisation du parti.

Mais les luttes de fractions ne cessèrent pas, à l'exemple de ce qui se passait d'ailleurs dans tous les partis affiliés à la Deuxième Internationale et dans les congrès de cette association elle-même.

Ce fut seulement en janvier 1912, lors de la 6e conférence du parti réunie à Prague, que Lénine parvint enfin à faire approuver les premières mesures concrètes découlant de ces principes organisationnels. Il obtint l'expulsion des irréductibles qu'étaient les menchéviks, opportunistes de toutes chapelles, et il organisa les bolchéviks en parti indépendant de la Deuxième Internationale.

Enfin, lors du 6e congrès, réuni à Moscou du 26 juillet au 3 août 1917, à la veille de la Révolution, sous l'impulsion de Lénine, les congressistes votèrent de nouveaux statuts du parti, instituant un fonctionnement fondé sur le principe du centralisme démocratique. De portée idéologique et organisationnelle, la nouvelle disposition statutaire stipulait :

- 1) L'élection de tous les organismes dirigeants du parti ;
- 2) L'obligation pour tous les organismes dirigeants de présenter des compte-rendus périodiques devant les organisations de base ;
- 3) Une discipline se manifestant par la soumission de la minorité à la majorité ;
- 4) L'obligation pour les organismes inférieurs et pour tous les adhérents du parti de respecter et appliquer les décisions des organismes supérieurs.

L'unité et la cohésion du Parti

A travers l'activité concrète du Parti communiste bolchévik, le principe ainsi fixé bénéficia d'enrichissements. Deux déviations le menaçaient : l'ultra-démocratie et l'autoritarisme bureaucratique. Mais l'important à en retenir réside dans l'insistance mise par Lénine sur les deux aspects contradictoires, mais complémentaires, que constituent « l'unité et la cohésion » de tout le parti face à l'ennemi, et par conséquent, l'élimination de toute tendance ou formation de fractions à l'intérieur du parti d'une part,

le droit de discussion et de critique à l'intérieur du parti avant que ne soit arrêtée une décision d'autre part. Voici à cet égard le point 4 de la Résolution du 10e congrès du Parti communiste bolchévik de Russie « sur l'unité du parti » (mars 1921)

«... 4e - Il faut que chaque organisation du parti veille strictement à ce que la critique absolument nécessaire des insuffisances du parti, l'analyse de la ligne générale du parti, la considération de ses expériences pratiques, l'examen de l'application de ses décisions et la méthode de correction de ses fautes, etc. ne soient pas le fait de groupes qui se forment sur la base d'une "plate-forme" quelconque, etc., mais viennent en discussion devant tous les membres du parti. Dans ce but, le congrès prescrit la publication régulière de la feuille de discussion et de recueils spéciaux. Tous ceux qui émettent des critiques doivent tenir compte du fait que le parti est entouré d'ennemis et s'efforcer, par leur participation directe à l'activité des soviets et du parti, de corriger pratiquement les fautes de ce dernier... »

L'apport de Mao Tsé-toung

Par la suite, et au-delà de certaines violations de la légalité socialiste qu'évoqua Mao Tsé-toung en présentant le bilan de l'œuvre de Staline et en les situant dans la dernière période de sa vie, le président du Parti communiste chinois enrichit encore le principe du centralisme démocratique. Il lui accorda une importance considérable en le situant sur le plan idéologique, notamment dans son ouvrage « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » et dans nombre d'autres articles ou discours qui sont publiés dans le Tome V de ses « Œuvres choisies ».

Une étude du processus d'élaboration du principe du centralisme démocratique fait donc apparaître avant tout qu'il a pris naissance en opposition avec la pratique des partis sociaux-démocrates, qui acceptaient et même encourageaient les tendances et fractions, dans le but de réviser et falsifier les principes mêmes du marxisme.

Mais dans un parti communiste authentique, où domine l'idéologie prolétarienne, l'interdiction des fractions et la discipline impliquent le droit de discussion et de critique des organisations de base. Nous ne pécherons par aucun opportunisme en soulignant qu'il s'agit même d'un devoir. Si la base du parti, si les masses acceptent sans réfléchir, sans jamais faire preuve d'esprit critique, les analyses et la ligne avancée par les dirigeants, le parti peut connaître les graves méfaits du suivisme. Mais bien entendu, ce droit et ce devoir doivent s'exercer en temps voulu, par exemple avant un congrès, ou bien sur une question déterminée avant la tenue d'une autre instance, conférence nationale ou session plénière du Comité central ; dans toutes ces instances, c'est alors le principe de la soumission de la minorité à la majorité qui doit être appliqué. Quand l'organisme dirigeant a fixé la ligne en tenant compte des critiques et des avis exprimés par les cellules et par les organismes intermédiaires, les organisations de base et tous les militants qui conservent des désaccords ont le devoir absolu d'agir dans le sens décidé par l'organisme dirigeant. En revanche, le Comité central a pour tâche de prendre tout le temps nécessaire en vue d'expliquer les raisons idéologiques et politiques qui fondent sa décision. Envers tous les camarades en désaccord, il a le devoir de fournir de grands et patients efforts pour les convaincre. Il ne doit pas recourir à des mesures administratives autoritaires, mais à la persuasion. En contrepartie, la patience des organismes dirigeants ne doit pas être utilisée pour faire preuve d'indiscipline et former des fractions oppositionnelles.

C'est entre autres, en ce sens qu'il convient de comprendre la portée des trois principes fondamentaux définis par le Président Mao Tsé-toung, quand il

déclara : « Il faut pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne tramer ni complots ni intrigues. »

Le 3ème Congrès du PCMLF

Les communistes marxistes léninistes de France ont veillé à la qualité du fonctionnement du centralisme démocratique lors de leur 3e congrès. Les documents, résolutions et appels qui ont été publiés par ce congrès ont fait l'objet d'une discussion très approfondie dans toutes les cellules, dans toutes les conférences locales et régionales, et encore pendant le congrès dont la durée s'est ainsi trouvée assez longue. Tous les délégués au congrès ont été élus de bas en haut, et non cooptés. Tous les membres du Comité central ont été proposés de bas en haut, et non cooptés par le Comité central sortant. Aujourd'hui, le Parti communiste français ne pratique plus du tout de cette manière. Il est ultra-démocratique à la base, mais centraliste autoritaire au sommet. Le révisionnisme moderne l'a conduit à conjuguer les deux déviations principales du centralisme démocratique. C'est pourquoi la crise qu'il traverse est avant tout d'ordre politique et idéologique. Les dirigeants s'efforcent de la limiter à des questions de tactique, mais les militants de base doivent prendre conscience qu'il leur faut détruire la stratégie imposée par Marchais et par le 22e congrès, stratégie qui les a conduits dans l'impasse.

Jacques JURQUET
10 avril 1978

Note : POSDR : première appellation du Parti communiste en Russie.

Barre répondra mercredi au patronat

Le mercredi après-midi, Barre présentera à l'Assemblée nationale une déclaration de politique générale qui devrait être sans surprise.

Si Barre a été rappelé comme Premier ministre par Giscard, c'est pour continuer la même politique que les deux fois précédentes.

En termes économiques bourgeois la question est : relance ou pas. Ce que le patronat entend par relance, c'est une libéralisation économique effrénée, des investissements énormes, une production plus grande. Le but déclaré : sortir de la crise.

La politique dite d'austérité de Barre prétend restreindre les marges des entreprises : pas de relance, mais « l'effort ». C'est faux : les investissements et les moyens mis par l'État au service des monopoles restent énormes.

C'est cette même politique que définira sans doute Barre devant les parlemen-

taires. Du point de vue des travailleurs, il y aura peut-être certaines concessions (tout au moins des promesses) dans le but de rendre crédible les belles phrases sur la politique d'ouverture et le caractère « social » du nouveau gouvernement.

Mais là encore, il n'y aura pas de surprise : Barre-trois sera pareil à Barre-un et deux, personne ne l'a caché. La vraie austérité frappera bel et bien les travailleurs.

Plus concrètement Barre fera toutefois quelques ouvertures aux patrons qui veulent une politique plus de relance comme le demande Ceyrac. Le centre de cette politique sera la restructuration de la sidérurgie, du textile et des chantiers navals.

La seule politique d'ouverture sera celle des crédits aux monopoles.



Une baraque de la cité de transit. Les baraques sont en préfabriqués. Au-dessus d'elles passe une ligne à haute tension. Les locataires ne peuvent regarder le soir la télévision complètement brouillée par cette ligne. Au fond, à droite, l'une des deux autoroutes: On remarquera que dans la cour, aucun jeu d'enfant n'est installé.



D'un autre côté de la cité, une seconde autoroute. La cité est donc prise entre deux autoroutes et la voie ferrée.



Aucune barrière, rien ne sépare la cité de la voie de chemin de fer. Le mur à gauche est celui de la baraque habitée par la famille que nous voyons sur la photo (la mère manque). Il y a quatre ans, un enfant a été tué par le train.

Coincés entre deux autoroutes et le chemin de fer, les habitants de la cité de transit de Gennevilliers en ont assez

De notre envoyé spécial.

La cité de transit de Gennevilliers, au nord de Paris, a été construite quand le bidonville de Nanterre a été supprimé. Pour autant, les problèmes n'ont pas été résolus comme cet article le montre. 600 à 700 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, y vivent. Depuis un an et demi, les locataires font la grève des loyers pour être relogés. Nous reproduisons ci-dessous la déclaration que nous a faite un gréviste.

Ce n'est pas que nous ne voulons pas payer notre loyer. La question est que nous voulons être logés comme tout le monde. Tu as vu comment sont nos baraques. Il y a ici des gens qui viennent du bidonville de Nanterre et qui sont ici depuis 9, 10, 11, 15 ans. Nous en avons assez.

Pour le loyer, nous payons plus cher que dans des HLM. On paye 390 F par mois, plus les charges, plus le fuel qu'il faut acheter et qui s'élève à 700 à 800 F par mois. Au total, ça fait tous les mois 1 100 F. De ceci, on ne veut plus non plus.

On veut être logé comme les Français. Au fond, ça c'est du racisme. Parce qu'on est des immigrés, on passe d'un bidonville à une cité de transit, d'une baraque à une autre baraque. Ce n'est pas une vie pour nous et nos enfants. C'est uniquement pour ça qu'on fait grève des loyers. Des loyers seulement, car on paye les charges.

COINCÉS ENTRE DEUX AUTOROUTES ET LA VOIE DE CHEMIN DE FER

Il faut voir comment nous vivons. Nous sommes entourés par une autoroute de chaque côté et par la ligne de chemin de fer sur un autre côté. La nuit, on a des difficultés pour dormir car les camions roulent toute la nuit et les trains passent vers 2 h 30, ensuite vers 3-4 h et un autre vers 5 h. Il y a quatre ans à peu près, un enfant a été tué par le train. Aucune barrière ne nous sépare de la voie de chemin de fer et il y a ici 450 enfants.

ISOLÉS DE TOUTE COMMODITÉ

Il n'y a pas d'épicerie, ni de boulangerie à côté de la cité. Il faut faire plus de deux kilomètres pour acheter du pain et les commissions. Il faut les faire à pied, car on perd trop de temps à attendre le car.

Les écoles sont à Gennevilliers, à Colombes.

Les murs sont en préfabriqués. L'hiver, on est obligé d'allumer deux poêles pour pouvoir se chauffer car les baraques ne tiennent pas la chaleur. Pour dormir, on met plusieurs couvertures et encore, le matin, on a froid quand on se réveille. Aussi, les enfants sont souvent malades.

Pour l'électricité, on paye tous le même prix. Normalement, chacun devrait payer suivant ce qu'il consomme et suivant le relevé de son compteur; au lieu de ça, l'EDF relève le compteur général et divise le total entre toutes les familles à égalité. Tout le monde paye pareil même si on ne consomme pas la même chose. Ce n'est pas logique.

Quelquefois, on reste deux ou trois jours avant de recevoir le courrier de Gennevilliers à ici. Le facteur donne les lettres au gérant. Le gérant les distribue quand il a le temps, sinon il les garde deux ou trois jours.

IMPOSSIBLE DE RESTER PROPRES

L'hiver, il faut voir la cour. Elle est en terre et quand il pleut, il y a de la boue partout et des flaques d'eau. Même en

faisant attention, on est toujours sale quand il pleut. Il y a des jours, nos enfants sont sales quand ils vont à l'école. Il y a des gens qui ne comprennent pas ça parce qu'ils ne voient pas comment on vit dans un endroit sale. Le maître et la maîtresse à l'école ne comprennent pas ça non plus. Les enfants surtout se salissent. La semaine où on nous a coupé l'eau, on ne pouvait même pas les laver, aussi ils étaient sales pour aller à l'école.

Dans cette baraque, il n'y a que trois chambres et une cuisine pour deux adultes et sept enfants. J'ai une fille, elle devrait avoir une chambre pour elle toute seule, mais ce n'est pas possible. Il faudrait mettre les six garçons dans la même chambre.

IL Y A BIEN DES LOGEMENTS VIDES DANS LA RÉGION POUR NOUS LOGER

On nous a coupé l'eau et l'électricité pendant une semaine. En ce moment, il y a vingt-sept familles qui paient le loyer et dix-neuf qui sont grévistes. Ils ont coupé l'eau à tout le monde, grévistes ou pas. On est resté huit jours sans eau.

Au départ, en septembre 1976, nous étions la moitié à faire la grève des loyers. Mais l'inspecteur de la Setrafa est venu ici faire peur à ceux qui ne comprennent pas en les menaçant de les expulser en Algérie s'ils ne payaient pas le loyer. Les vieux ont souvent peur de l'expulsion et souvent ils cèdent.

Nous voulons être logés dans des HLM, pas trop loin du travail. Même le préfet, quand il est venu ici a dit : « Si j'habitais ici, je ne paierais pas mon loyer ». Mais on ne donne que des promesses et jamais de logement.

Est-ce qu'on ne peut pas trouver dans la région parisienne quarante-quatre logements vides pour nous loger ?



la France des luttes

Souscription

• Dunkerque

La lutte continue dans la réparation navale

Les travailleurs de Flan-dre-Industrie, de Béliard, Electronord et Ziegler, sont en grève depuis sept semaines pour les premiers, cinq semaines pour les autres. Ils exigent le paiement des heures de creux qui ne leur sont plus payées intégralement mais seulement à 50%. Ils exigent que la réduction des heures de travail de 41 h 30 à 40 h se fasse sans perte de salaire. Outre ces revendications communes à tous, les tra-

vailleurs de Flandre-Industrie luttent contre les licenciements qui touchent 114 d'entre eux. Mais comme le disent ceux de chez Ziegler, eux aussi luttent contre un chômage déguisé. Le patron veut imposer le travail à la carte, il veut imposer des heures supplémentaires à certains pendant que d'autres sont au chômage. Il fait appel à des boîtes extérieures alors que des travailleurs de Ziegler sont au chômage. Des jeunes (au moins une dizaine), partis à l'armée n'ont pas été repris à leur retour.

FO a organisé un vote : la maîtrise, les employés de bureau et une petite dizaine de travailleurs ont repris le travail chez Ziegler. Quant aux ouvriers que nous avons rencontrés au piquet de grève, ils sont bien déterminés à continuer la lutte sans rien changer à leurs exigences.

Une question se pose : comment populariser davantage la lutte, comment organiser le soutien, comment gagner ?

Correspondant HR

RÉUNION PUBLIQUE A GRANDE SYNTHÉ

Organisée par l'Humanité rouge et l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants comoriens)

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS A DUNKERQUE

Avec la participation de résidents des foyers Sonacotra en grève et des foyers Adatereli de la région lilloise
Le Vendredi 21 avril à 20 h
A l'annexe du centre social (bâtiment H) avenue du Général De Gaulle

• SNCF

Luttes contre le plan de restructuration

Le plan de rentabilisation et de restructuration de la SNCF va bon train dans son application. Ce plan, dont l'aspect visible est la mise en place de toutes sortes de gadgets dans les gares (par exemple, le nouveau système de validation des titres de transport), signifie licenciements et aggravation des conditions de travail pour les travailleurs des chemins de fer.

En conséquence, de nombreuses luttes sont engagées par les cheminots qui refusent de faire les frais de cette politique.

Vendredi, à Paris, une grève-surprise était déclenchée sur le réseau banlieue de la gare du Nord pour protester contre les sanctions frappant deux agents de conduite qui avaient refusé d'assurer également la fonction d'aide-conducteur.

La semaine dernière, les 231 cheminots de la gare autonome de Chasse (au sud de Lyon) ont fait une grève de 24 h pour protes-

ter contre les douze suppressions d'emploi prévues dans le plan de réorganisation.

La colère est grande car les douze suppressions d'emploi viennent s'ajouter à de nouvelles consignes sur la circulation des trains applicables en octobre. Le tout a pour conséquence :

- Des conditions de travail intolérables dues, d'une part, à l'augmentation du rythme du travail, et d'autre part, à la suppression des spécialistes remplacés par des polyvalents formés à la va-vite (deux semaines pour apprendre l'aiguillage !).

- La remise en cause du déroulement des carrières

- Des conditions de vie aggravées à cause d'horaires impossibles (comme le 6h-14 h ou le 14 h-22 h) et des difficultés innombrables dans la répartition des congés.

A la sortie, c'est le service et la sécurité des usagers qui seront encore moins bien assurés

• Marseille

La greve se développe au CHU La Timone

Lundi 17 avril, la grève déclenchée par la CGT et la CFDT dès le 11 avril dans les services de soins, s'étend à toutes les catégories du personnel. FO avait décidé unilatéralement 3 jours de grève à partir du lundi pour la prime des 13 h.

La grève est largement suivie, toutes catégories confondues (laboratoire, kinési, administratifs, ASI, ASH, infirmiers). Les revendications portent essentiellement sur les 40 h, les effectifs, la prime des 13 heures. L'assemblée générale du matin a regroupé environ 450 personnes combattives.

De nombreux problèmes ont été débattus et la CFDT a fait la proposition d'un collectif de grève, représen-

tatif de l'ensemble des hospitaliers, qui permettrait une meilleure organisation et une plus grande répartition des tâches. La grève est reconduite mardi et mercredi aura lieu une conférence de presse afin de populariser la lutte. Ce jour-là sera décisif car ceux de FO doivent terminer leur grève, ils ont déjà tenté des intimidations à propos de la grève administrative qui est effective.

Certains services (Scanner, IVG) donnent des soins gratuits, les bons d'entrants ne sont pas enregistrés.

Restons unis pour faire aboutir nos revendications et déjouer les manœuvres de division.

Des travailleuses de l'hôpital

• Gennevilliers

Lutte à Goulet-Turpin

Goulet-Turpin, entreprise de vente de produits alimentaires a son siège social à Reims. Elle emploie près de 1 600 employés dans son siège, ses magasins et ses entrepôts de Reims, Troyes, Vernouillet et, pour la région parisienne, à Gennevilliers et à Epinay. Ces entrepôts desservent des magasins de grande surface et de nombreuses petites succursales. Les salaires des travailleurs, aussi bien dans les entrepôts que dans les magasins sont très bas. Les gérants des succursales ne sont pas plus favorisés, tandis que les prix flambent dans les magasins de l'entreprise elle-même.

A l'entrepôt de Gennevilliers et dans son annexe d'Epinay, plaques tournantes de la distribution en région parisienne, la coupe est pleine.

Des travailleurs parmi les plus défavorisés ont engagé la lutte, depuis le 14 mars.

Malgré leurs bas salaires, et leur nombre qui n'est pas énorme, ils tiennent tête courageusement, depuis plus de trois semaines, à une direction générale décidée à les briser, en comptant sur eux-mêmes et en croyant en leur lutte.

Ils revendiquent, entre autres, un salaire minimum de 2 300 F.

La campagne pour la souscription permanente est une bataille politique d'importance capitale pour notre journal, pour la diffusion des idées marxistes-léninistes.

Mais notre quotidien est aussi et surtout une arme pour l'éducation de la classe ouvrière, pour les masses populaires. C'est aussi un journal d'information qui parle des luttes.

C'est le quotidien révolutionnaire des travailleurs. C'est pourquoi nous invitons tous nos camarades, amis et lecteurs occasionnels à nous faire parvenir dans les plus brefs délais les sommes qu'ils détiennent.

Il faut que chacun tienne les engagements qu'il s'est fixé afin que nous puissions disposer rapidement du maximum de fonds. Il est important que chaque camarade chaque ami, chaque lecteur amène un autre lecteur. Il faut que se multiplient les initiatives politiques de popularisation de notre journal.

Il faut aussi dans la mesure du possible que se multiplient les contacts entre nos diffuseurs, correspondants et nos lecteurs avec les masses en lutte.

Ce n'est qu'à ce prix que nous ferons de notre quotidien un vrai quotidien révolutionnaire des travailleurs.

ANCIEN TOTAL 111 721,90 F	
Supplément à réabonnement P.	50 F
LCL	100 F
Supplément à réabonnement RJ.	60 F
" " RPY	80 F
" " CI	90 F
" " NGLM	40 F
" " MC	90 F
" " GJF	90 F
" " LJ	90 F
" " CP	210 F
" " CJJ	20 F
" " BA	175 F
" " DQJ	120 F
" " MC	180 F
Un bidasse en Allemagne.	100 F
Vive le Parti unique	
Vive l'unité du PCRML/PCMLF	
Vive notre presse.	50 F
Soutien au journal des lecteurs de Vendée	200 F
Un postier communiste.	100 F
Supplément à réabonnement PG	190 F
" " AD	60 F
" " PYB	45 F
" " CS	40 F
" " MF	75 F
" " GF	20 F
" " SM	120 F
" " LJC	320 F
" " RB	10 F
CD Potemkine	290 F
" " MCH	10 F
CD Ho Chi-minh	402,50 F
Lolo Jack	150 F
CD Claude Flament	370 F
NOUVEAU TOTAL AU 17/4/78	115 999,40 F



Marée noire

Le Sud-Finistère reste menacé par le pétrole

Durant le week-end, les choses n'ont guère évolué en ce qui concerne la marée noire, aucune nouvelle partie des côtes n'ayant été, semble-t-il, touchée. Le pétrole, cependant, dérive et s'accumule face à la rade de Brest et vers le sud. Une nappe de 2 à 5 km de longueur a été repérée dans le chenal du Four, face à Roposder, au sud-ouest de l'épave de l'Amoco Cadiz. A 25 km au nord de Portsall, une importante nappe a été également repérée. Dimanche soir, deux nappes de 5 km de diamètre chacune, situées à 20 km à l'ouest de Pennmarc'h, menaçaient sous l'action des vents du

Sud, le sud de la pointe du Raz, la chaussée de Sein et le sud de cette île déjà touchée dans sa partie nord. Une autre nappe a été repérée à 50 km au nord d'Ouessant. Elle est située dans la zone du naufrage du cargo danois qui transportait 2 800 tonnes de goémons mazoutés. La nappe en question proviendrait d'ailleurs de ce naufrage.

Ainsi donc, le pétrole continue à menacer la côte et plus particulièrement le sud du Finistère. Il suffit que les vents soufflent de l'Ouest pour considérablement accroître la longueur des côtes polluées.

Les touristes ont déserté la Bretagne à Pâques.

La saison des vacances de Pâques a été sérieusement perturbée cette année par rapport aux années passées, et en particulier dans les Abers. Alors qu'habituellement, les congés de Pâques attirent beaucoup de touristes dans cette zone appelée aussi « Côte des légendes »,

les touristes n'ont pas été au rendez-vous cette année. Par exemple, une restauratrice de l'Aber. Wrach n'a reçu que deux pensionnaires au lieu des trente-cinq qu'elle recevait les autres années durant les vacances de Pâques. Pour mai et juin, elle n'a reçu aucune réservation.

Des navires continuent à circuler en infraction

Sur les 160 à 210 bateaux qui croisent l'île d'Ouessant chaque jour, une trentaine d'entre eux sont régulièrement en infraction et ne respectent pas les règles de sécurité.

Parmi les derniers pris en flagrant délit, figure un navire de l'Allemagne de l'Ouest, le « Susanna » qui circulait à l'extérieur de la zone de navigation (ou rail), à proximité des côtes. Un navire bulgare, le « Musala », lui, été intercepté au large d'Ouessant. Il circulait bien dans le rail, mais à contre-sens. On sait qu'il existe, dans la zone de circulation, deux sens de circulation comme sur une autoroute. Le « Musala » a été amené au port de Brest.

Il faut noter que les navires en infraction, et qui risquent de provoquer des catastrophes, comme cela a été le cas pour l'Amoco Cadiz, se voient adresser un PV qui s'élève à la somme dérisoire de 1 800 F.

Si le navire ne relâche pas dans un port français, les poursuites contre l'armateur sont alors engagées par voie diplomatique. Dans ce cas, la plupart du temps, ces plaintes n'aboutissent pas ou rarement ou alors des années après que le PV ait été dressé. Les navires, quand ils sont pris, peuvent être immobilisés une journée, mais cela aussi est dérisoire.

● Sotteville

SEMAINE SUR LA PALESTINE
A LA MJC
DU 17 au 23 AVRIL

- Exposition permanente de dessins d'enfants du camp de Tall El Zaatar.
- Lundi 17 : 20 h - Présentation de l'AMFP - débat.
- Mardi 18 à 20 h : Deux films « Ici ou ailleurs » de J.L. Godard et « Les Palestiniens ».
- Mercredi 19 à 16 h : Animation pour les enfants, thé, gâteaux, peinture.
- Jeudi 20 à 20 h : Soirée culturelle, musique et chants du monde arabe.
- Samedi 22 à 20 h : « L'olivier », film du Collectif de Vincennes suivi d'un débat avec un représentant de l'OLP.

Communiqué du COBA

La junte argentine manœuvre sans succès

Nous publions des extraits de la première partie d'un communiqué du COBA sur les manœuvres de la dictature militaire argentine à l'approche de la Coupe du monde de football. Demain, nous publierons la fin de ce communiqué : « Un plan d'attaque contre les exilés argentins en Europe ».

Alors que la campagne de boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football, lancée en janvier dernier par le COBA, connaît en France un succès croissant - comme en témoigne l'existence de plus de 80 groupes de base du COBA dans les principales villes françaises -, la junte militaire argentine multiplie les initiatives et les manœuvres confusionnistes pour s'efforcer de modifier son image de marque internationale.

LA FAUSSE
«OUVERTURE
DÉMOCRATIQUE»
DE L'AMIRAL
MASSERA

C'est pourquoi le COBA considère qu'il est particulièrement important de faire connaître et de dénoncer les récentes manœuvres de la dictature militaire, qui cherchent à la faire passer pour « soucieuse d'établir le dialogue avec l'opposition et de rétablir la démocratie », afin d'entraver le mouvement de dénonciation de la répression en Argentine et de solidarité avec les luttes du peuple argentin.

Le principal responsable de ce plan est l'amiral Massera, commandant en chef de la Marine et membre de la junte militaire du général Videla. Massera est connu en Argentine pour ses opinions d'extrême-droite, et il est le responsable direct du massacre de milliers de travailleurs argentins : et c'est lui qui, aujourd'hui, tente de se faire passer pour un partisan de l'« ouverture démocratique »...

Son « chargé de mission » est l'ex-député péroniste de droite, Luis Sobrino Aranda, assisté de l'ex-député Julio Barbaro. Depuis plusieurs mois, Aranda a multiplié les contacts

avec certains dirigeants politiques argentins en exil, leur offrant des avantages personnels et de l'argent pour leurs déplacements. Ces contacts ont été établis au Venezuela, aux États-Unis, en Espagne, en Suède et en France.

Le « chef opérationnel » est le capitaine de vaisseau Segade, ex-chef du tristement célèbre SIN (Service de renseignements de la Marine), qui se charge de convaincre ses interlocuteurs des idées « nationalistes, socialistes et démocratiques » (sic) de l'amiral Massera, lequel serait disposé à mettre fin au « bain de sang entre Argentins » et à diriger le « troisième mouvement historique » du pays, le « masserisme » succédant ainsi à l'irigoyenisme et au péronisme.

Le COBA est en condition d'affirmer que la majorité des exilés argentins n'est pas entrée dans ce jeu, et que - contrairement à ce qui a pu être affirmé dans la presse française - ce sont pratiquement exclusivement des exilés de droite et d'extrême-droite, en majorité péronistes, qui ont accepté de rencontrer l'amiral Massera ou ses émissaires.

Ils se sont réunis, le vendredi 7 avril, à Paris, pour définir une stratégie commune lors des conversations avec l'amiral Massera, Hector Villalon étant désigné comme délégué d'un prétendu « Conseil supérieur du péronisme » (lequel n'a aucune existence réelle) pour un entretien avec celui-ci qui a eu lieu, le dimanche 9 avril, à l'hôtel Sofitel de Roissy.

FOOTBALL ET
SOLUTION FINALE

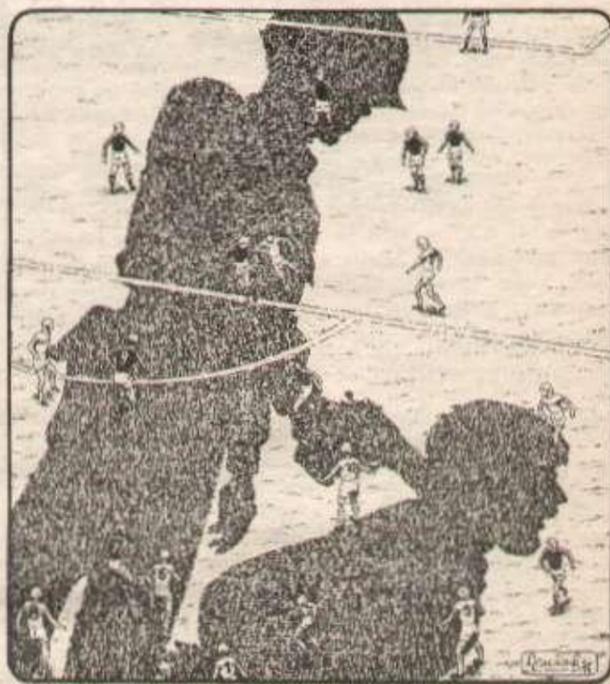
Il est clair que cette pseudo-ouverture, réalisée avec l'accord des autres membres de la junte (malgré

● Tennis

Exclusion de fait de l'Afrique du Sud de toutes les compétitions

Le Comité de direction de la Fédération internationale de tennis (FIT) a donné instruction, dimanche à Monaco, à la Fédération sud-africaine de ne plus s'inscrire à aucune compétition en 1978-1979, y compris la Coupe Davis et la Coupe de la Fédération, jusqu'à la formation d'une fédération non- raciale avant la date limite du 1er février 1979.

Informations générales



Dessin extrait d'une brochure de caricatures éditée par le COBA - 14, rue de Nanteuil - 75015 - Paris.

les divergences secondaires qui peuvent la traverser) est avant tout destinée à endormir la vigilance de l'opinion publique internationale à l'approche de la Coupe du monde.

Le COBA tient particulièrement à dénoncer la promesse faite par l'amiral Massera de publier prochainement la liste de tous les « subversifs » tombés « lors d'affrontements avec les forces armées » : il s'agit-là d'une manœuvre qui permettrait à la junte d'inclure dans cette liste les milliers de personnes disparues depuis deux ans, dont la plupart n'ont jamais eu de lien avec les organisations de guérilla. En effet, si nombre d'entre elles ont

déjà été assassinées, la majorité reste encore détenue dans les centres de tortures et les camps de concentration installés par la junte. A l'approche du « Mondial », il s'agit pour elle de mettre en œuvre la « solution finale », à savoir la liquidation physique de tous ces « disparus ». Depuis plusieurs semaines, la découverte quasi-quotidienne de cadavres sur la côte atlantique, au sud de Buenos Aires (près des villes de Mar del Plata et de Bahía Blanca), parmi lesquels ceux des deux religieuses françaises enlevées en décembre dernier, semble montrer que la mise en œuvre de cette sinistre « solution » a déjà commencé.

Signez et faites signer la pétition en faveur de Bellavita

Le journal « Libération » a pris l'initiative de faire signer une pétition en faveur d'Antonio Bellavita qui risque d'être extradé. Bellavita a été emprisonné après la mort du chef d'extrême-droite Duprat. L'enquête a permis de mettre hors de cause le journaliste italien dans cette affaire Duprat. Il a été, néanmoins, maintenu en prison. Le 10 mai, la justice française doit statuer sur l'extradition demandée par l'Italie.

La pétition de « Libération », où Bellavita était monteur-offset, a recueilli plus de 2 000 signatures dont la moitié sont de journalistes et de travailleurs de la presse, dont le Comité de rédaction de notre journal.

Rappelons que Bellavita est accusé de faire partie des Brigades rouges. Cette accusation repose sur le seul fait qu'au cours de son travail de journaliste, il a eu des contacts avec des membres de ce groupe. Il est donc nécessaire d'intensifier l'action contre la menace d'extradition. La signature de la pétition dans les lieux de travail est une nécessité. Envoyer votre liste de signatures à « Libération », rue de Lorraine, 75019 Paris.

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES FAILLITES D'ENTREPRISES, réglemens judiciaires et liquidations de biens a été de 26,1 % en mars par rapport à février. Le total s'élève à 2 000 au lieu de « seulement » 1 585 le mois précédent.

Les secteurs les plus touchés sont le bâtiment et les travaux publics (plus 30,5 %), les commerces non-alimentaires (plus 49 %). Ces chiffres ne font que confirmer l'augmentation du chômage déjà enregistré après les élections.

CINQ CENTS PARACHUTISTES FRANÇAIS quitteront Toulouse dans la nuit de mardi à mercredi à destination du Liban. C'est donc un total de 1 100 militaires, pour la plupart issus de la 11e division parachutiste qui constituent la participation du gouvernement français à la FINUL.

TROIS NOUVEAUX NAVIRES DE GUERRES SOVIÉTIQUES venant de la mer Noire ont franchi lundi le Bosphore pour se rendre en Méditerranée.

Il s'agit de deux frégates et d'un escorteur lance-missiles. Le passage de ces bâtiments porte à huit le nombre d'unités de la flotte soviétique ayant traversé les détroits turcs à destination de la Méditerranée dans l'espace d'une semaine.

UNE GREVE SUIVIE PAR 90 % DU PERSONNEL paralyse depuis lundi après-midi l'usine Girling de Bouzonville (Moselle), spécialisée dans la fabrication des freins à disque pour automobiles.

Les revendications portent sur une augmentation du pouvoir d'achat de 200 F par mois, la titularisation de certaines catégories de personnel, l'octroi de la cinquième semaine de congés payés et d'une prime de vacances de 1 600 F.

L'entreprise, filiale du groupe anglais « Lucas » emploie 858 personnes.

LA POLICE EST INTERVENUE lundi en début d'après-midi pour évacuer les grévistes se trouvant dans l'enceinte de l'huilerie « Lesieur Cotelette » de Martigues (Bouches-du-Rhône).

L'huilerie « Lesieur » de Martigues, qui emploie 230 personnes, est en grève avec occupation depuis le 5 avril dernier. Le conflit a débuté par un mouvement revendicatif des conducteurs de chariots-élévateurs. Il s'est étendu ensuite à l'ensemble de l'usine sur des revendications de salaires et de conditions de travail.

187 MÉCANICIENS AU SOL SONT ASSIGNÉS DEVANT LE TRIBUNAL de grande Instance de Paris par la compagnie « Air Inter ». La compagnie réclame à chacun d'eux 1 500 F de dommages et intérêts pour la grève sans créavis qu'ils ont menée à deux reprises les 2 et 3 mars et les 17 et 18 mars.

LA RÉPRESSION EN ARGENTINE : un communiqué de la Commission internationale de juristes souligne qu'au cours des quatre dernières années, 23 magistrats et avocats ont été assassinés, 41 ont été portés « disparus » certains depuis plus d'un an. En outre, 109 magistrats ou avocats ont été ou sont détenus la plupart sans accusation, sans jugement et souvent même sans avoir comparu devant un juge. Un nombre indéterminé de juristes ont été obligés de fuir le pays.

WAGON RADIO-ACTIF

Au cours de la nuit de vendredi à samedi dernier, un wagon chargé de conteneurs spéciaux renfermant des déchets radio-actifs en provenance du Midi de la France et à destination du centre de retraitement de la Hague avait été violemment heurté au cours d'une manœuvre en gare de Mézidon (Calvados). Toutefois, le chargement n'avait pas subi de dommage.

Dans un communiqué, la CGT des cheminots s'étonne qu'après l'alerte des services de sécurité, vers 2 h 15 du matin, il ait fallu attendre 11 h « soit 9 heures après l'incident » pour que les pompiers de Lisieux arrivent les premiers sur les lieux.

« Ce n'est qu'à 13 h soit 11 heures après, que sont enfin apparus les techniciens du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) : « Si l'on considère que l'incident s'est heureusement résumé à un exercice d'alerte, qu'advient-il lorsqu'il y aura vraiment péril ? »

LA LOIRE PERD SES PONTS. Après le pont de Tours, c'est le pont de Thouare également sur la Loire qui a été interdit lundi à la circulation. En effet, une des piles montrait une importante fissure et un des tabliers du pont s'est affaissé. Si ça continue, la France va être coupée en deux...

Le parti de Moro salué par le PCI

A l'heure où nous mettons sous presse, Aldo Moro est toujours porté disparu sans que l'on ne sache exactement s'il est mort ou vivant en sursis. Pendant ce temps, le procès des Brigades rouges à Rome sombre dans de sordides histoires d'espionnage et de coup d'État. Et le PCI félicite la Démocratie chrétienne, le parti de Moro.

« *Ceux qui ont enlevé Aldo Moro ont voulu en réalité frapper l'homme de l'ouverture aux communistes.* » Cette déclaration est de Paolo Busalini, membre du PCI. L'homologue italien du Parti de Marchais appelle à nouveau à la plus grande fermeté vis-à-vis des terroristes : il s'agit de sauvegarder la ligne du « compromis historique », l'alliance du PCI avec la bourgeoisie italienne.

« *Une parfaite identité de vue entre tous les partis politiques est aujourd'hui plus que jamais nécessaire.* » conclut Paolo Busalini. Le « *tous les partis* » comprend bien sûr le PCI et les autres partis bourgeois. L'activité des Brigades rouges permet au PCI de proclamer : tous unis face au terrorisme.

A Turin, c'est une histoire d'espionnage au plus haut niveau qui est au cœur du procès des dirigeants du Brigades rouges.

Eduardo Sogno, député libéral, membre de la CIA, fut accusé en plein tribunal d'avoir trempé dans une tentative de coup d'État

avorté préparé pour avril 1974. Les membres des Brigades rouges qui ont lancé cette accusation mêlant le nom d'Agnelli, PDG de Fiat, et de Leone, président de la République, dans cette affaire.

Dès lors, le doute se renforce sur les liens de plus en plus probables des Brigades rouges avec les services d'espionnages russes, le KGB. Il s'agissait pour le KGB moscovite de s'opposer aux activités de la CIA américaine en Italie (le coup d'État avorté de 1974 en ferait partie).

Cela permettrait aussi à l'URSS de compromettre le « *compromis historique* » voulu par le PCI qui n'est pas sans contradictions avec Moscou. Cela expliquerait l'insistance avec laquelle le PCI appelle plus que jamais à l'unité nationale « *de tous les partis* » autour de la Démocratie chrétienne.

Bien sûr, on ne peut vérifier cette hypothèse. Mais une chose ressort avec évidence, ces Brigades d'un drôle de rouge, jouent un

jeu qui ne sert que les intérêts de telle ou telle clique politicienne. Comment penser un seul moment que cela serve en quelque chose les intérêts des travailleurs.

Le nom de Brigades rouges, les gadgets du genre « *jugement populaire* » ou « *prison du peuple* » semblent bien ridicules aujourd'hui : les Brigades rouges, c'est la mafia politique bourgeoise et rien de plus ! Des gangsters enlèvent un exploitateur et peut-être le tuent, parce que cela sert leur rivalité avec d'autres gangsters et exploitateurs : ce sont des réglemens de compte entre ennemis du peuple et rien d'autre.

La preuve du racisme

Dans nos précédentes éditions nous avons dénoncé la circulaire raciste du directeur des centres de tri de Paris-Ouest, Lemaire. En voici le texte complet et original.

Comme nous l'avons annoncé dans

nos précédentes éditions, les postiers du centre parisien de Clignancourt appellent toutes les sections syndicales des PTT à protester auprès du Ministère contre cet acte de racisme et pour exiger la démission de Lemaire.

Monsieur le Directeur des Centres de Tri Spécialisés et Bureaux Ambulants de l'OUEST - PERSONNEL
OBJET : - Personnel originaire des DOM TOM affecté à l'Entrepôt postal -

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affectation à l'Entrepôt postal CDG de cinq agents originaires des DOM-TOM venant de PARIS - CLIGNANCOURT et la mutation entrante de deux autres venant d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % (28/53) le nombre des agents originaires des DOM-TOM affectés au service de la manutention. Cette proportion très importante n'est pas sans conséquences sur la qualité de service mais aussi sur la conduite des brigades.

J'estime d'ailleurs qu'elle constitue un maximum à ne pas dépasser or, je crois savoir que certains des agents originaires des DOM-TOM en fonction à l'Entrepôt, auraient l'intention de faire venir auprès d'eux par mutation des amis, connaissances, etc..., c'est ce qui s'est produit pour les préposés mutés d'Aubervilliers et amenés à Roissy par Mr COUVERCY semble-t-il.

Si ces rapprochements devaient continuer je crains que l'Entrepôt, à la suite des départs des métropolitains, ne compte bientôt plus que des agents originaires des DOM-TOM ce qui ne saurait être admis.

Aussi, je pense qu'à partir de maintenant aucun agent originaire des DOM-TOM autre que ceux venant en mutation, ne devrait être nommé à l'Entrepôt postal CDG.

Le Directeur d'Établissement G. LEMAIRE

Menaces éthiopiennes contre la Somalie

L'ambassadeur d'Éthiopie à Nairobi, Ato Mengiste Desta, a lancé une nouvelle menace contre la Somalie et « *ses alliés arabes impérialistes et réactionnaires* ». Cette menace injurieuse est rédigée dans ces termes : « *Si l'Éthiopie devait être de nouveau attaquée sous une forme ou sous une autre, cette fois les combats ne se dérouleraient pas à l'intérieur des frontières éthiopiennes. Nous en avons assez et il n'y a pas de raison que les frontières de la Somalie soient sacrées et non celles de l'Éthiopie.* »

L'Éthiopie, depuis le « *retrait* » des troupes régulières somaliennes de l'Ogaden et la fin du conflit

somalo-éthiopien, a adressé plusieurs avertissements à la Somalie. Aucun jusqu'à présent n'avait cependant atteint ce degré.

La Somalie, pour sa part, malgré ces menaces, n'a jamais cessé d'affirmer que depuis son « *retrait* », elle n'était plus directement impliquée mais n'a pas manqué une occasion de rappeler qu'elle continuerait à aider et à soutenir les mouvements de libération somalis.

Certains observateurs redoutent que cette nouvelle mise en garde soit suivie d'une action et rappellent à ce sujet le raid aérien effectué, selon la Somalie, le 31 mars dernier par l'aviation éthiopienne sur un village du nord de la Somalie.

Une victoire pour tous les travailleurs

Communiqué de la cellule Jean Grandel du PCMLF et de la cellule de Gennevilliers du PCRML.

Lundi 17 avril à 20 h 30, c'est le retour effectif de Saïd Smihi, militant de l'AMF (Association des Marocains en France) expulsé en octobre 1977. Plus d'une centaine de travailleurs français et immigrés sont venus l'accueillir à Orly. Voilà une victoire décisive remportée grâce à la grève de la faim de Latifa Smihi et à la mobilisation des travailleurs.

L'AMF, l'UNEM et le Comité de lutte contre la répression au Maroc ont joué un rôle décisif dans cette mobilisation. Comme à l'exemple des résidents des foyers Sonacotra, seule une lutte résolue permet de gagner. Depuis la mise en application des mesures racistes de Stoléro, plus de 6 000 expulsions pour motif administratif ou politique sont recensés. Voilà posée avec force la nécessité de mener la lutte contre les expulsions.

Celle-ci fait partie intégrante de la lutte que doit mener la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste. Comment les travailleurs pourraient-ils mener la lutte pour leurs salaires, leur emploi, leurs conditions de travail pour en finir avec cette société d'exploitation, s'ils laissent planer les menaces d'expulsion sur les camarades étrangers, sans riposter.

Les récentes expulsions du Puy pour avoir participé à une manifestation contre le Premier ministre Barre, sont là pour montrer que le gouvernement n'entend pas arrêter la répression. Loi anti-casseur, expulsions, inculpations et licenciements de militants syndicaux français et immigrés.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste appellent les travailleurs à poursuivre la lutte contre les expulsions. Ils appellent les travailleurs à participer massivement au meeting organisé par le Comité pour le retour de Saïd Smihi : vendredi 21 avril à 20 h 30 à la Bourse du travail de Gennevilliers.

Contre l'austérité, contre les expulsions, Français et immigrés une seule classe ouvrière !

Gennevilliers le 17 avril